



# Un grand homme de culture s'en va

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5467 - Mardi 7 septembre 2021 - Prix : 10 DA

Indice de gouvernance des ressources naturelles 2020

## Sonatrach améliore son classement

### Projets Angem

## Vers une assurance obligatoire pour les bénéficiaires de crédits

### Juan Guaido, le président qui ne se voit plus comme tel

Par Mohamed Habili

Le choix fait récemment par l'opposition anti-chaviste de participer aux régionales à venir, rompant par là même avec une politique de boycott suivie par elle ces trois dernières années, s'il est encore trop tôt pour dire qu'il met fin à la crise politique et économique dans laquelle est plongée le Venezuela, du moins laisse-t-il entrevoir cette issue pour la première fois. La prudence est de rigueur toutefois. D'ici à ce que cette échéance se tienne, devant conduire au renouvellement des gouverneurs et des maires dans les régions, chose en principe acquise fin novembre de cette année, bien des ingérences peuvent se produire dans un continent plus que jamais polarisé entre alliés et adversaires de Washington. Elles sont susceptibles de rendre caduc l'accord intervenu entre le pouvoir chaviste en place et l'opposition de droite regroupée dans le bloc de la Table de l'Union démocratique, grâce en particulier aux efforts déployés en ce sens par la diplomatie mexicaine dynamique et qui est à mettre principalement au crédit du président Andres Manuel Lopez Obrador.

Suite en page 3

### Prévue le 1<sup>er</sup> novembre prochain

# Belaribi annonce une vaste opération de distribution de logements



Ph.D. R.

Le secteur de l'Habitat prévoit la réception d'un nombre important de logements, toutes formules confondues, le 1<sup>er</sup> novembre prochain au niveau national, à l'occasion de l'anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération.

Publicité

الراعي الرسمي

مؤسسة مواطنة

ANEP



## بالتلقيح تستمر الحياة

٠٢٠٠٨ ٨ +٠٨٠٠٠+

# BIG DAY 11 SEPTEMBRE

بث مباشر عبر كل القنوات ومنصات الواب

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
وزارة الصحة

## الأسبوع الوطني للتلقيح ضد كوفيد 19



<http://www.sante.gov.dz/> [@santeGovDz](https://t.me/sante_gov_dz)

## Projets Angem

## Vers une assurance obligatoire pour les bénéficiaires de crédits

■ «Le nombre de bénéficiaires de micro-crédits depuis la création de l'Agence, est estimé à plus de 950 000», a indiqué, hier, le directeur général de l'Angem, révélant l'existence d'un accord avec les compagnies d'assurance pour revoir les lois et rendre l'assurance obligatoire pour ces bénéficiaires de crédit.

Par Thinhinene Khouchi

Lors de son intervention sur les ondes de la Radio nationale, Abdelfattah Djebnoun,

## Sommet sur la Palestine à Alger «Une avancée importante» pour sortir la région de ses crises

Le journaliste et rédacteur en chef du journal «Rai Alyoum», Abdelbari Atwan, a estimé, dimanche, que «le sommet sur la Palestine» prévu en Algérie dans les prochaines semaines, sera une avancée importante pour sortir la région de ses crises et renouer avec les constantes arabes et islamiques. Dans un éditorial publié sur le site électronique du journal, le journaliste palestinien a affirmé que l'intérêt politique et médiatique dans le monde arabe accordé au sommet qu'abritera l'Algérie, s'explique «par la solidarité de l'Algérie, peuple et gouvernement, avec le peuple palestinien». Evoquant le Plan d'action du gouvernement algérien où l'Algérie a affirmé qu'elle «œuvrera, au cours des prochains mois, à la refondation de l'action arabe commune et à la consécration du caractère central de la cause palestinienne au prochain sommet arabe», le journaliste a indiqué que cette initiative «mérite d'être saluée».

«L'Etat algérien a commencé à agir avec force pour rétablir sa place et le rôle qui lui sied au regard de ses capacités et de son histoire en tant qu'acteur dans la région», a-t-il écrit, citant la médiation de l'Algérie dans les crises dont celle du barrage de la Renaissance et ses positions contre l'infiltration israélienne dans le continent africain. Le rédacteur en chef du journal a exprimé son souhait de voir «l'Algérie aller de l'avant en convoquant le sommet sur la "Palestine" dans les plus brefs délais».

«Tout sommet arabe n'a aucune valeur sans la question palestinienne, ni de légitimité sans la présence de la Syrie», a souligné le même responsable. Et d'ajouter qu'«aucun pays arabe n'a osé appeler à la participation de la Syrie à la Ligue arabe, hormis l'Algérie». Il estime que «l'Algérie a décidé de hisser l'étendard de la cause palestinienne unificatrice, et en faire le point focal du rapprochement arabe et des réconciliations face à l'occupation israélienne et à son extension dans la région et dans le continent africain, c'est une position qui compte en sa faveur».

D. K.

directeur général de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem), a indiqué que «jusqu'à présent, l'assurance est facultative, mais en accord avec les compagnies d'assurance, les lois seront modifiées et l'assurance sera obligatoire, d'autant plus que le nombre de bénéficiaires de micro-crédits, depuis la création de l'Agence, est estimé à plus de 950 000 bénéficiaires, un chiffre attractif pour les compagnies d'assurance», a-t-il considéré. L'invité de la Chaîne 1 a alors révélé qu'il existe un quasi-accord entre le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition féminine et les compagnies d'assurance, afin d'encourager la culture de l'assurance, dans le cadre de la campagne de sensibilisation qui a été lancée au profit des bénéficiaires du micro-crédit. A ce propos, Djebnoun a souligné l'importance de l'assurance pour reconstruire le capital en cas de catastrophes, telles que les récents incendies qui ont touché un certain nombre de wilayas, ainsi que pour protéger les entrepreneurs de la responsabilité civile en cas d'accident du travail. Le directeur général de l'Agence nationale du microcrédit a ajouté que les incendies qui ont touché certaines wilayas du pays les ont amenés à réfléchir sérieusement à la nécessité de mener des opérations de sensibilisation pour instaurer une culture d'assurance auprès des bénéficiaires du programme de l'Agence nationale pour la gestion du microcrédit au niveau communal, en attendant sa diffusion au niveau de toutes les wilayas du pays. «L'assurance pré-



Ph/D. R.

servera les biens, les équipements et les outils de travail et comprendra à la fois les incendies, les catastrophes naturelles telles que les tremblements de terre, les inondations, les glissements de terrain et les tempêtes, et protégera également contre le vol, les pertes de produits et les dommages matériels», a insisté l'invité de la radio. Par ailleurs, Djebnoun a révélé que «le bilan des réalisations de l'Agence nationale du microcrédit de 2005 à juin 2021, a permis l'octroi de plus de 947 000 crédits, ce qui a permis la création de plus d'un million d'emplois directs et indirects», ajoutant que «la part des femmes sur ces crédits s'est élevé à 63,59 %». Enfin,

le directeur général de l'Angem a indiqué que «ces indicateurs sont positifs et prometteurs, et leur but est d'atteindre les objectifs souhaités en réalisant des

projets de développement et en créant de nouvelles activités respectueuses de l'environnement pour soutenir l'économie nationale».

T. K.

## Bilan des dernières 24 heures

## 309 nouveaux contaminés et 25 décès

L'Algérie a enregistré 25 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit 4 cas de plus que le bilan d'hier (21), portant à 5 445 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 309 cas, soit 36 cas de moins par rapport au bilan d'hier (345), pour atteindre, au total, 198 313 cas confirmés.

R. N.

## Visite de Lamamra au Niger

## Les relations bilatérales au centre des discussions

Les relations bilatérales ont été, hier, au centre de discussions à Niamey entre le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra et son homologue nigérien, Massoudou Hassoumi.

Cette séance de travail consacrée à un examen exhaustif de l'état des relations bilatérales et à la projection de projets communs dans le contexte de la mise en œuvre des orientations des deux chefs d'Etat, le Président Abdelmadjid Tebboune et le Président Mohamed Bazoum, a été rehaussée par la participation de plusieurs ministres chargés des grands secteurs de la coopération bilatérale.

Ont participé à ces échanges,

les ministres en charge de la Défense nationale, de l'Intérieur et de la Décentralisation, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, du Pétrole et des Energies renouvelables, de l'Emploi, du Travail et de la Protection sociale.

A la lumière du cachet prioritaire qui a été donné à ces secteurs, les deux parties ont passé en revue les différents projets de coopération bilatérale et sont convenues de la redynamisation des mécanismes bilatéraux, en particulier la grande Commission mixte, celui de la concertation politique et le Comité bilatéral frontalier.

Les échanges ont également permis de réaffirmer la détermination qui anime les deux pays à poursuivre les efforts en vue

d'assurer une exploitation optimale des opportunités et potentialités considérables qui s'offrent de part et d'autre dans le cadre d'un partenariat stratégique qui répondrait aux attentes et aspirations des deux peuples frères qui partagent les mêmes défis et les mêmes espoirs.

Au titre des questions régionales et internationales d'intérêt commun, les deux chefs de la diplomatie ont abordé les défis et enjeux sécuritaires dans l'espace sahélo-saharien, notamment ceux en lien avec la recrudescence du terrorisme, les développements enregistrés dans les principaux foyers de conflit sur le continent, ainsi que plusieurs questions inscrites à l'agenda de l'Union africaine et des Nations unies, notamment la

situation qui prévaut en Libye, au Mali, au Sahara occidental et en Guinée.

Ils ont relevé avec satisfaction la convergence de leurs positions et se sont entendus pour renforcer la coordination en prévision des prochaines échéances à l'échelle continentale et internationale.

Ils se sont également félicités des résultats de la réunion ministérielle des pays voisins de la Libye qui s'est tenue récemment à Alger.

M. Ramtane Lamamra a entamé dimanche une visite de travail de deux jours en République du Niger, en qualité d'envoyé spécial du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

R. K.

Prévue le 1<sup>er</sup> novembre prochain

# Belaribi annonce une vaste opération de distribution de logements

■ Le secteur de l'Habitat prévoit la réception d'un nombre important de logements, toutes formules confondues, le 1<sup>er</sup> novembre prochain au niveau national, à l'occasion de l'anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération.

Par Louisa Ait Ramdane

**M**algré les contraintes conjoncturelles que connaissent les entreprises en charge des projets du secteur de l'Habitat, notamment à cause de l'épidémie de coronavirus, la réalisation des programmes de logements se poursuit. Un large programme de remise de logements se déroulera avant la fin de l'année en cours.

En effet, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a dévoilé, hier, la préparation d'une vaste opération de distribution de logements, toutes formules confondues, qui aura lieu le 1<sup>er</sup> novembre prochain au niveau national.

Lors d'une réunion de travail avec le ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, Karim Hasni, le ministre de l'Habitat a fait état des préparatifs en cours pour la livraison d'un bon nombre de logements dans différentes formules dans les 58 wilayas.

Le ministre a rappelé l'opération de distribution de 100 000 unités de logements, toutes formules confondues, qui a eu lieu le 5 juillet dernier, ajoutant que la réalisation des logements nécessitait davantage d'efforts et de coordination avec plusieurs secteurs, en tête desquels celui des Ressources en eau, dans l'optique de fournir de l'eau potable et des canalisations sur tous les



sites d'habitation.

Quant aux grands sites d'habitations, à l'instar du pôle urbain de Hjar El Mangoub (Guelma), le ministre a fait part de la programmation de livraison de 6 000 logements, auxquels viennent s'ajouter 20 000 autres dans la wilaya de Blida, qui seront livrés à la fin de cette année ou le début de l'année prochaine. Le ministre a souligné que les cadres du ministère effectuent actuellement des sorties de terrain au niveau de l'ensemble des sites d'habitation en cours de réalisation, afin d'accélérer le rythme des travaux et trouver des solutions à tous les problèmes pouvant survenir au niveau de ces sites.

Malgré la crise sanitaire que connaît le pays, les programmes de réalisation de logements se poursuivent. Le nombre de loge-

ments de type location-vente livrés a atteint 61 344 unités depuis le lancement de la large opération de distribution qui a concerné plusieurs wilayas du pays à l'occasion de l'anniversaire de la fête de l'Indépendance et de la Jeunesse. Ainsi, l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) a rappelé «avoir livré plus de 58 000 logements de type location-vente à l'occasion de la fête de l'Indépendance et de la Jeunesse du 5 juillet, ce qui porte le nombre d'unités livrées à 61 344 après le parachèvement de tous les travaux, notamment ceux liés au raccordement au gaz, à l'électricité et à l'eau». Le premier responsable du secteur de l'Habitat a appelé à maintes reprises les maîtres d'œuvre à redoubler d'efforts et à accélérer la cadence de réalisa-

tion des logements, en recrutant davantage de main-d'œuvre et en assurant la fourniture des matériaux de construction nécessaires à l'aboutissement de tous les projets de logements dans les plus brefs délais. Il faut souligner que le problème de logement se pose toujours avec acuité. Pourtant, l'Etat a mis en place des programmes ambitieux de construction de milliers d'habitations dans le but d'absorber la crise du logement et en même temps éradiquer l'habitat précaire. L'offre de l'Etat peut absorber cette crise qui perdure depuis des années, avec les différentes formules proposées. Malheureusement, les retards dans la réalisation épuisent les familles algériennes qui attendent depuis des décennies pour avoir un toit.

L. A. R.

Selon le ministre de tutelle Abderrachid Tabi

## La Justice est face à une responsabilité «historique»

**L**e ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, a annoncé, hier à Alger, la poursuite des travaux portant révision des deux lois organiques relatives au Conseil supérieur et au statut de la magistrature, de façon à permettre l'installation du Conseil «obligatoirement» avant la fin de l'année.

Supervisant la cérémonie d'installation de Taher Mamouni dans ses fonctions de premier président de la Cour suprême, M. Tabi a précisé que la dernière révision constitutionnelle avait accordé à la Cour suprême «une place de choix», en conférant de nouvelles prérogatives à son premier président, également vice-président du Conseil supérieur de la magistrature, ajoutant que «des travaux sont en cours en vue de compléter l'arsenal juridique nécessaire à l'aboutissement du processus d'indépendance de la justice». Il s'agit de la révision des deux lois organiques rela-

tives, respectivement, au Conseil supérieur et au statut de la magistrature, conformément aux nouvelles dispositions constitutionnelles, afin de les présenter, le plus tôt possible, devant le Parlement, de façon à permettre l'installation du Conseil «obligatoirement» avant la fin de l'année en cours.

A cette occasion, le ministre a affirmé que la désignation du premier président de la Cour suprême s'inscrivait dans le cadre de «la nouvelle dynamique» enclenchée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, laquelle vise à «doter les établissements importants de compétences nécessaires afin d'opérer la rupture avec la médiocrité et les anciennes pratiques de gestion», indiquant que M. Mamouni «jouit de la confiance du Président Tebboune pour sa compétence, ses valeurs morales et sa grande expérience dans le domaine».

Il a, en outre, indiqué que la Constitution avait souligné «le

rôle de la magistrature dans la garantie des droits et des libertés et la protection de la société», ajoutant qu'afin de lui permettre de concilier la préservation des libertés et de l'ordre public, «les nouvelles dispositions constitutionnelles ont renforcé les prérogatives de la magistrature à travers le renforcement du rôle du Conseil supérieur de la magistrature et de l'indépendance de la justice».

Relevant que la Justice est désormais face à une responsabilité «historique», en ce sens que les citoyens aspirent à une application de loi à tous, sans distinction et à une lutte contre «les graves fléaux qui menacent la paix sociale, à leur tête la criminalité dangereuse qui a éclaté ces dernières années», le ministre a souligné que «l'espace dans lequel agit la Justice est déterminé par les lois de la République dont l'application est confiée à des magistrats qualifiés indépendants qui ne se réfèrent qu'à leur conscience profession-

nelle et à leur loi fondamentale».

La révision de l'action du judiciaire en vue de son actualisation, modernisation et adaptation aux évolutions effrénées dans la société algérienne, est «nécessaire, d'autant que la Patrie vit une nouvelle étape, des transformations profondes et un nouveau processus, qui requiert davantage de travail et de persévérance afin d'être à la hauteur des aspirations et des ambitions de la Nation, comme asseoir l'Etat de droit», a-t-il ajouté.

Pour sa part, M. Mamouni a fait part, au terme de son installation, de ses remerciements et de sa gratitude pour «la confiance» placée par le président de la République en sa personne, ajoutant que «cette responsabilité vient à une étape sensible, alors que l'Algérie franchit des pas géants en vue de remettre le pays sur les bons rails, à travers le renouvellement de toutes les institutions de l'Etat, conformément aux exigences du peuple».

R. N.

### LA QUESTION DU JOUR

## Juan Guaido, le président qui ne se voit plus comme tel

Suite de la page une

**E**n attendant de voir le tour précis que vont prendre les événements, force est de constater qu'au Venezuela il n'existe plus deux présidents, une situation sans précédent dans laquelle il s'était trouvé au lendemain de l'élection présidentielle de 2018, mais un seul. Deux présidents, l'un exerçant réellement le pouvoir, qui est Nicolas Maduro, et l'autre, Juan Guaido, sans prérogative aucune mais reconnu pourtant par une cinquantaine d'Etats dont les Etats-Unis, les pays de l'Union européenne, et les pays sud-américains membres du groupe de Lima, tout en étant dans son pays le premier des opposants, pas même donc le président de l'Assemblée qu'il avait été précédemment. On peut dire de Guaido qu'il a de fait abdicué le titre qu'il s'était attribué, par cela seul qu'il n'a pu empêcher que l'option de la participation prévale au sein de l'alliance à laquelle il appartient. De là la question de savoir si les pays le reconnaissant comme le seul président légitime du Venezuela vont continuer de le considérer comme tel, ou au contraire en viendront-ils à lui retirer un titre qu'il ne revendique plus lui-même. Le Venezuela s'est singularisé une première fois par ceci qu'il a eu deux présidents se disputant la reconnaissance par la communauté internationale. Il risque de se distinguer davantage encore en étant le seul à avoir un de ses citoyens reconnu comme le seul président de son pays par un grand nombre d'Etats alors que lui-même ne se considère plus comme tel. D'habitude ce qui se passe, c'est un peu l'inverse, un président reconnu d'abord, et qui soudain ne l'est plus par tout ou partie de la communauté internationale. Ici, c'est un président reconnu qui du jour au lendemain abandonne son titre de président, alors même qu'il continue de le revêtir aux yeux des Etats le reconnaissant comme tel. Il s'agit dans les deux cas d'un abandon, d'un retournement de veste plutôt, sauf que dans le second, c'est un individu qui laisse en plan ce même ensemble de pays qui l'ont fait président, puisqu'il ne l'a pas été par les seuls en droit de le créer comme tel : les électeurs vénézuéliens. Si les Etats-Unis, les Etats européens et américains du Sud pour qui il est, du moins jusqu'à nouvel ordre, le président légitime du Venezuela répondent à sa «trahison» en le dépouillant de leur reconnaissance, ce sera de même de leur part l'aveu que dans cette affaire ils avaient agi en imbéciles, en aventuriers et en ennemis d'un pays et d'un peuple. Et s'ils restent sur la même ligne, dans l'idée notamment que Guaido n'ayant pas le choix reviendra à leur deal, ils nuiront encore plus à leur image de marque, car il est évident que leur homme ne pourra plus rien faire pour leur sauver la face. **M. H.**

## Chômage

# La politique de l'emploi sera basée sur une approche économique

■ Le gouvernement s'engage, à travers son Plan d'action pour la mise en œuvre du programme du président de la République, qui sera soumis dimanche prochain au Parlement pour débat, à promouvoir l'emploi et lutter contre le chômage à travers une approche économique.

Par Salem K.

«**L**a croissance économique inclusive est le levier à privilégier dans la stratégie de promotion et de pérennisation de l'emploi dans un environnement économique instable et sujet à des récessions cycliques récurrentes avec une intensité plus marquée sur la viabilité du tissu économique et industriel», explique le gouvernement dans son Plan d'action.

A cet effet, il s'engage à consolider et à mettre en œuvre les programmes de soutien et de développement du capital humain.

Le gouvernement s'engage également à accélérer la mise en œuvre des instruments d'appui devant être déployés par l'Agence nationale de développement de la PME et de promotion de l'innovation dans le cadre

de ses attributions, la valorisation des capacités humaines créatives et innovantes à travers l'amélioration des systèmes de management, ainsi que la modernisation de l'infrastructure afin d'améliorer la compétitivité des entreprises et la qualité des produits et des services en vue d'élargir l'offre exportable.

Il prévoit aussi la relance des processus de mise à niveau des entreprises en conditionnant l'accès au dispositif selon les objectifs stratégiques du secteur (filières à promouvoir), l'examen, avec les institutions concernées, des modalités d'accès au financement bancaire, ainsi que la facilitation de l'accès des PME au financement et le renforcement des actions de garantie des crédits par la diversification des produits, notamment du Fonds de garantie des crédits aux PME (FGAR) et de la Caisse de garantie des crédits d'investissement PME (CGCI-PME).

Concernant la micro-entreprise, les actions du programme du gouvernement visent à encourager l'émergence d'un écosystème favorable à la création, le développement et la pérennité des micro et petites entreprises, renforcer le soutien des promoteurs en difficulté et améliorer la qualité d'accompagnement des porteurs de projets, à travers l'instauration d'un mode personnalisé et aussi la mise en œuvre des dispositions réglementaires relatives à l'attribution des 20 % de la commande publique au profit des micro-entreprises et de l'élaboration d'un cahier des



charges spécifique.

Il compte aussi encourager la sous-traitance au profit des micro-entreprises en impliquant les grands groupes industriels publics, allouer des espaces aménagés au niveau des zones industrielles et des zones d'activité pour attirer les micro et petites entreprises et pour garantir leur croissance et leur pérennité et même créer des cabinets de conseil et d'accompagnement de micro-entreprises.

En matière de développement des compétences et de l'adéquation formation-emploi, le

gouvernement œuvrera à améliorer les performances qualitatives du système éducatif national, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, de manière à les adapter à l'environnement économique du pays et de mettre en adéquation le capital humain avec les besoins du marché du travail.

Il sera également question, selon le Plan d'action, de moderniser le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels, afin de former une ressource humaine de qualité, susceptible de contribuer au dévelop-

pement socio-économique.

S'agissant de la création des activités, le gouvernement s'engage à simplifier les procédures de création d'entreprises en réduisant le nombre d'intervenants administratifs et les coûts, ainsi qu'à «dé-bureaucratiser» les autres procédures de création d'activités (carte d'artisan, professions libérales, statut d'auto-entrepreneur) et à augmenter le nombre d'entreprises créées pour 1 000 habitants. Il table enfin sur la digitalisation des procédures de création d'entreprises.

S. K.

Béjaïa

## Des souscripteurs réclament l'attribution des logements

**P**lusieurs dizaines de souscripteurs aux différents programmes de logements, dont les programmes sociaux LPA, LPL, LSP, les programmes promotionnels dont le LPP, ceux réalisés par des entreprises privées et les programmes AADL, se sont rassemblés avant-hier devant le siège de la wilaya. Ils sont issus des communes d'Oued-Ghir, El-Kseur et de plusieurs quartiers de la ville de Béjaïa dont ceux du plateau Amimoune, Bab Elouz, entre autres. Très en colère, les souscripteurs réclament l'affichage des listes des bénéficiaires des logements réceptionnés et l'accélération du rythme des travaux de réalisation des programmes de logements en construction dans les nombreuses communes de la wilaya, dont ceux du pôle urbain Sidi-Boudrahem et ceux d'Ighzer Ouzarif où sont

implantées 6 920 unités ADDL et LPL, la remise des clés des logements AADL, dont ceux déjà prêts au niveau de ce site, l'affichage des listes des bénéficiaires, la remise des clés des logements sociaux construits à Oued-Ghir, El-Kseur et dans d'autres communes. «Les souscripteurs dénoncent les fausses promesses des responsables du secteur du logement et des responsables locaux en général, ainsi que le blocage de l'attribution des logements et l'affichage des listes des logements finis». «Nous sommes ici devant le siège de la wilaya afin de transmettre directement et sans intermédiaire nos préoccupations au nouveau wali et exigeons de lui parler directement, considérant que les autres responsables n'ont pas tenu leurs engagements de loger les souscripteurs en septembre et reloger les sinis-

trés et ceux du RHP», ont déclaré les souscripteurs. «Des représentants des souscripteurs devraient revenir afin de rencontrer le wali qui a demandé à s'entretenir avec les délégués des souscripteurs», selon l'un des représentants des souscripteurs de Béjaïa. Il faut rappeler que le wali s'est rendu, au lendemain de son installation à la tête de la wilaya, au pôle urbain d'Ighzer Ouzarif et le site de Sidi-Boudrahem, où il a inspecté les chantiers lancés dont ceux liés aux réseaux de voirie et divers (VRD) qui ont retardé la distribution de plus de 3 000 unités. Le nouveau wali s'est engagé sur place et devant les souscripteurs qu'il a rencontrés sur les lieux, de «mettre tous les moyens nécessaires afin de livrer le plus tôt possible les logements non encore attribués aux bénéficiaires», rapporte la cellule de

communication de la wilaya. Il a également invité les entreprises réalisatrices des travaux «à renforcer leurs moyens matériels et humains, notamment la main-d'œuvre, afin d'accélérer la cadence des travaux», a souligné la même source. Notons que des commerçants et marchands exerçant au niveau du marché des fruits et légumes qui se tient deux fois par semaine et fermé depuis plus de deux mois en raison du Covid, ont observé eux aussi un sit-in devant le siège de la wilaya. Les commerçants ont été reçus mercredi dernier par un responsable de la DRAG et devaient se revoir hier. Ces derniers revendiquent «la réouverture du marché des fruits et légumes de l'Edimco», estimant qu'ils «ne peuvent plus nourrir leurs familles à cause de l'arrêt de leurs activités».

Hocine Cherfa

### Hausse des prix des produits de large consommation Des instructions fermes pour intensifier le contrôle

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a donné, dimanche, des instructions «fermes» quant à l'impératif d'intensifier les opérations de contrôle au niveau des marchés de gros et de détail pour contrecarrer la spéculation, suite à la hausse des prix relevée récemment de certains produits de large consommation, notamment les fruits et légumes.

Le ministre «a présidé, dimanche par visioconférence, une réunion urgente réunissant les cadres centraux du ministère et les directeurs du commerce régionaux et de wilaya, durant laquelle il a donné des instructions fermes pour contrecarrer toute forme de spéculation», a noté un communiqué du ministère.

Il a rappelé, à ce propos, «la décision d'autoriser les agriculteurs à vendre leurs produits directement aux consommateurs».

De même qu'il a invité les directeurs du commerce à «appliquer les procédures nécessaires à l'encontre des commerçants ne respectant pas les deux instructions relatives à l'affichage obligatoire des prix et l'exposition de marchandises hors des locaux commerciaux, avec l'obligation de présenter la facture aux agents de contrôle», a conclu le communiqué.

T. K.

Technologie de l'information et de la communication

# Huawei Algérie assure une formation à des étudiants

■ L'entreprise chinoise Huawei Télécommunications Algérie a organisé, hier à Alger, une cérémonie de clôture de la 7<sup>e</sup> édition du programme de développement des jeunes talents intitulé «Seeds for the Future 2021», en présence de membres du gouvernement.



Par Reda K.

Au total, 21 étudiants issus d'instituts de télécommunications et d'universités d'Alger, Oran, Saida, Béjaïa, M'sila, Batna et de l'Ecole nationale supérieure de l'informatique, ont bénéficié d'une formation à Oran et à Alger du 29 août au 6 septembre 2021 auprès d'experts chinois et formateurs algériens.

Seeds for the Future, un projet initié par Huawei depuis 2008, assure la formation d'étudiants

en Technologie de l'information et de la communication (TIC) à travers 130 pays au monde, visant le développement des talents locaux dans le domaine des TIC. Ce projet a permis à Huawei de s'associer à plus de 500 universités.

En Algérie, le programme a été lancé en 2014 suite à la signature d'une convention avec les Instituts de Télécommunications d'Eucalyptus (Alger) et d'Oran, sous la tutelle du ministère de la Poste et des technologies de l'in-

formation et de la communication. Ainsi, plus de 90 étudiants brillants ont bénéficié de ce programme de formation en Chine et en Algérie.

A cette occasion, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, a salué l'initiative de Huawei d'organiser ce genre de programmes encourageant en direction des étudiants des différents instituts et établissements universitaires.

Il a indiqué que la dynamique pour bâtir une société d'informa-

tion et de transformation numérique, à laquelle s'est inscrit notre pays, nécessite en plus des infrastructures de base, un capital humain à travers une formation de haut niveau, ce qui constitue, a-t-il fait valoir, un axe stratégique dans le Plan du gouvernement.

De son côté, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a rappelé l'accord de partenariat entre son département ministériel et l'entreprise Huawei Algérie en 2018, renouvelé en 2021.

«Huawei a toujours soutenu le secteur de l'Enseignement supérieur depuis 2016 à travers plusieurs programmes d'aides, d'assistance et de transfert des compétences, à l'image du programme Progress et ICT Académie», a-t-il souligné.

Pour sa part, le ministre de la Numérisation et des Statistiques, Houcine Cherhabil, a salué «les efforts consentis par Huawei dans le développement du secteur des TIC en Algérie, à travers l'organisation de ce genre d'initiatives».

Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up, Yacine Mahdi Qualid, a affiché, quant à lui, sa satisfaction quant à l'organisation de cette 7<sup>e</sup> édition du Seeds for the future.

Il a affirmé que le gouverne-

ment s'est basé sur l'encouragement des compétences pour accéder à la technologie et promouvoir le développement du système numérique.

S'exprimant lors de cette cérémonie, le directeur général de Huawei Algérie, Eason Yi, a rappelé que «2021 est la deuxième année où les graines de l'avenir suivent leur formation en ligne en raison de la restriction des voyages internationaux».

Il a souligné que Huawei est «toujours présente pour soutenir les ministères dans leur plans et stratégies de numérisation, en fournissant des solutions de TIC & transformation numérique».

Sur un autre volet, le DG de Huawei Algérie a annoncé le lancement d'un Fonds d'encouragement de la Huawei ICT Académie lors du prochain séminaire de «Huawei ICT Académie» qui se tiendra au début du mois d'octobre à Alger.

R. K.

## Banque d'Algérie Mise en circulation de la nouvelle pièce métallique de 100 dinars

La Banque d'Algérie a procédé à l'émission et la mise en circulation d'une nouvelle pièce de monnaie de cent dinars algériens, a-t-elle indiqué, dimanche, dans un communi-

«Dans le sillage du lancement de la nouvelle série de pièces de monnaie et de billets de banque, la Banque d'Algérie a procédé à l'émission et la mise en circulation d'une nouvelle pièce de monnaie de cent dinars algériens à la faveur du règlement n° 21-03 du 11 août 2021 portant émission et mise en circulation d'une pièce de monnaie métallique», lit-on dans le communiqué.

«En accord avec la thématique de la nouvelle série de pièces et billets qui commémore notre glorieuse guerre de Libération et les symboles de notre histoire, la nouvelle pièce de cent dinars est gravée à l'effigie du combattant et chahid Ali Amar, dit Ali la Pointe, tombé au champ d'honneur le 8 octobre 1957», a-t-elle poursuivi.

Cette nouvelle pièce métallique est la troisième émission issue de la nouvelle série de pièces et billets, qui a connu la création-émission et mise en circulation d'un billet de banque de 2000 dinars algériens et d'une pièce de monnaie métallique de 200 dinars algériens (Règlements N° 2020-05, N° 2020-06, N° 2020-07 du 7 décembre 2020).

H. L.

Pétrole

## Le baril de Brent à 72 dollars hier à Londres

Les prix du pétrole reculaient légèrement hier, alors que les perspectives de la demande sont en berne, notamment en Asie, poussant l'Arabie saoudite, premier exportateur mondial, à abaisser ses prix.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 72,09 dollars à Londres, en baisse de 0,72 % par rapport à la clô-

ture de vendredi. A New York, le baril américain de WTI pour octobre cédait de son côté 0,72 % à 68,79 dollars. Selon des analystes, le Royaume a affirmé qu'il allait baisser les prix de vente en octobre pour toute sa gamme de pétrole d'au moins un dollar par baril. L'information a été partagée par le géant Saudi Aramco dans un document financier, et a pris le marché par surprise. Cette baisse des prix a été imposée

par une reprise de la demande moins vigoureuse que prévue.

Les variants du Covid-19 risquent de peser plus que prévu sur la remontée de la demande, prévient d'autres Bjarne analystes.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires a décidé la semaine dernière d'augmenter comme prévu sa production le mois prochain. Les investisseurs surveillaient également la situa-

tion aux Etats-Unis, où l'ouragan Ida a touché une partie importante de la production du Golfe du Mexique et a également affecté de nombreuses raffineries.

Mais le gouvernement américain a décidé d'utiliser une partie de ses réserves stratégiques pour empêcher une pénurie d'essence en plein week-end prolongé par un jour férié pour la Fête du Travail.

R. E.

Indice de gouvernance des ressources naturelles 2020

## Sonatrach améliore son classement

Le Groupe Sonatrach enregistre une progression remarquable dans son classement de l'indice de gouvernance des ressources naturelles pour l'année 2020, publié par le Natural Resource Governance Institute (Institut de gouvernance des ressources naturelles) de New York (Etats-Unis), indique, dimanche, un communiqué de ce Groupe.

«Dans une évaluation interné-

diaire de l'indice de gouvernance des ressources pour l'année 2020, publié par le Natural Resource Governance Institute, le Groupe Sonatrach a enregistré une progression remarquable dans son classement, avec une augmentation de 18 points par rapport à 2017, et ainsi sa performance est considérée comme satisfaisante et positive», précise le communiqué.

Pour rappel, le Natural

Resource Governance Institute est une organisation indépendante à but non lucratif dédiée à l'amélioration de la gouvernance des pays sur leurs ressources naturelles, en particulier le pétrole, le gaz et les minéraux, pour promouvoir un développement durable et inclusif et dont le siège est à New York.

L'indice de gouvernance des ressources mesure la qualité de la gestion des ressources des

pays et les classe en conséquence.

L'indice est validé en envoyant une enquête à 150 experts dans 81 pays, qui recherchent les questions soulevées dans l'enquête, compilent des documents et remplissent l'enquête. Ensuite, la qualité des données de l'enquête est évaluée par l'Institut et enrichie de plus de données.

R. E.

Aïn Defla

# De la semence de pomme de terre expédiée vers la wilaya d'El Oued

■ Une caravane transportant quelque 1 041 tonnes de semence de pomme de terre s'est ébranlée dimanche à partir de Aïn Defla vers la wilaya d'El Oued, en vue de booster la production de pomme de terre d'arrière-saison, a-t-on constaté.

Par Younés F.

Le coup d'envoi de la caravane a été donné par le wali de Aïn Defla, Embarek el Bar, aux abords du complexe sportif «Abdelkader-Hamdou», en présence, notamment, des responsables de la Direction des services Agricoles (DSA) et de ceux de la Chambre locale d'agriculture.

«Le volume de la semence de pomme de terre envoyée vers la wilaya d'El Oued provient des 54 dépôts emmagasinant ce tubercule à travers la wilaya de Aïn Defla, lesquels ont contribué avec une quantité avoisinant les 20 tonnes chacun», a précisé le DSA de Aïn Defla, Makhlof Laïb.

Il a expliqué que l'octroi de la semence de pomme de terre à la wilaya d'El-Oued, qui occupe la première place à l'échelle nationale en matière de production, y accélérera l'opération de plantation de ce tubercule, assurant par ricochet une production d'arrière-saison à même de combler le déficit constaté lors de la période dite de «soudure».

«Souvent, pour ne pas dire toujours, la baisse de la production pendant la période comprise entre les mois de septembre et

décembre entraîne des tensions sur le marché, aiguissant l'appétit des spéculateurs et intermédiaires de tout bord activant dans cette sphère de la production agricole, d'où la pertinence de l'opération que nous avons lancée aujourd'hui», a-t-il fait remarquer.

Soutenant que le rendement des semences de pomme de terre produites à Aïn Defla est, de loin, supérieur à celles importées de l'étranger, le même responsable a fait état d'un programme visant à alimenter un certain nombre d'autres wilayas du pays.

Le wali de Aïn Defla a, pour sa part, observé qu'en sus de sa vocation en matière de production de pomme de terre, la wilaya s'est désormais imposée en tant que pôle producteur de la semence de ce tubercule.

Il a noté que sur les 30 000 ha de pomme de terre cultivés à El Oued, 60 % des semences qui y sont plantées proviennent de Aïn Defla, mettant en exergue le rôle «stratégique» dévolu à cet intrant dans la production agricole moderne.

Le représentant de la Coopérative multi activités agricoles de Oued Souf, Fouad Merabet, s'est, pour sa part, félicité qu'à la faveur de cette opé-



ration, de grandes étendues de pomme de terre seront désormais plantées dans les prochaines heures.

Concédant que des agriculteurs versés dans la production de pomme de terre ont essuyé de grosses pertes durant les deux années précédentes à Oued Souf, il a soutenu que cette opération les galvanisera,

les incitant à se surpasser pour faire en sorte à ce qu'il n'y ait pas de pénurie de ce tubercule durant la prochaine saison hivernale. Présente à Aïn Defla en vue de superviser l'opération, la Directrice générale du Centre national de contrôle et de certification des semences et plants (CNCC), Zakia Mellah, a assuré que le volume de semence de

pomme de terre envoyé vers la wilaya d'El Oued répond aux normes de qualité requises.

«La semence de pomme de terre envoyée vers la wilaya d'El Oued est agréée et les étiquettes du centre apposées sur les sacs en jute atteste que le produit est d'une qualité irréprochable», a-t-elle assuré.

Y. F.

Batna

## Récupération de plus de 32 000 m<sup>3</sup> d'eau potable

Les services de l'unité de Batna de l'Algérienne des eaux (ADE) ont récupéré 32 626 m<sup>3</sup> d'eau potable suite à leurs interventions sur le réseau de distribution au cours des six premiers mois de l'année 2021, a-t-on appris, dimanche, auprès de cette entreprise.

Les équipes techniques de l'unité ADE de Batna ont réparé, durant cette période, 2 105 fuites d'eau, dont la plupart a été enregistrée dans la ville de Batna, a précisé à l'APS le chargé de communication de cette entreprise, Abdekrim Zaim.

La réparation des fuites, a-t-il indiqué, se poursuit quotidiennement par les services techniques de l'ADE qui assure actuellement la gestion de l'eau dans 29 communes de la wilaya, soit à près de 75 % de la population.

L'élimination des fuites sur les réseaux de distribution d'eau contribue, a affirmé M. Zaim, à l'amélioration du service public fourni aux clients, notamment ceux habitant les étages supérieurs des immeubles, mais aussi à l'amélioration de la qualité de l'eau distribuée.

L'ADE de Batna, dont les créances auprès de ses clients totalisent 2,8 milliards de dinars, a mobilisé tous les moyens matériels et humains aux équipes techniques pour l'entretien régulier du réseau de distribution d'eau et mis à la disposition des citoyens des lignes téléphoniques en vue de leur permettre de lui signaler les fuites.

D'autre part, Abdekrim Zaim a souligné la grande importance du projet de rénovation du réseau d'eau potable dont a bénéficié la ville de Batna pour mettre fin aux

fuites dues à la vétusté de l'ancien réseau de distribution au chef-lieu de wilaya, précisant que la deuxième phase des travaux est actuellement en cours sur 161 km.

Le parachèvement des travaux de rénovation de la première partie du réseau, sur 128 km, a permis, a-t-il ajouté, de réparer les fuites recensées dans une partie de la ville, d'installer de nouveaux branchements et d'améliorer la distribution d'eau potable aux habitants.

H. M.

Rentrée scolaire à Khenchela

## Ouverture de six établissements éducatifs

Le secteur de l'Education nationale de la wilaya de Khenchela sera renforcé, durant la prochaine rentrée scolaire, par l'ouverture de six nouveaux établissements éducatifs, a-t-on appris, dimanche, de la directrice du secteur, Ahlem Boudebouz.

La prochaine rentrée scolaire, prévue pour le 21 septembre prochain, sera marquée par la mise en service de 3 groupements scolaires pour le palier primaire, implantés à proximité de la Route de Beghai dans la com-

mune de Khenchela, à Ain Djerboue (Babar) et Djellal, et d'un lycée d'une capacité de 1 000 places pédagogiques réalisé à proximité de la Route de Beghai, en plus de 2 collèges d'enseignement moyen (CEM) au quartier Redah et à proximité de la route de Beghai au chef-lieu de wilaya, a précisé la même responsable à l'APS.

La directrice locale de l'Education a fait part également de la réception et la mise en service à la prochaine rentrée scolaire de 2 cantines sco-

laires aux écoles primaires Nouredidine-Ouerdi et Ahmed-Seghir-Deraham de la commune de Khenchela et d'un réfectoire pour le palier secondaire à proximité de la Route de Beghai au chef-lieu de wilaya, en plus de 6 salles de sport réparties à travers plusieurs communes de la wilaya au profit du palier secondaire également.

Le travail est en cours actuellement en collaboration avec la Direction locale des équipements publics (DEP) pour réceptionner 21 classes d'ex-

tension pour le palier primaire avant le début des cours (à la fin du mois courant), en vue de rompre avec le problème de la surcharge dans les écoles, a encore ajouté M<sup>me</sup> Boudebouz.

Il a été procédé récemment, dans le cadre des préparatifs de la rentrée scolaire 2021-2022, à la dotation de nouvelles infrastructures scolaires en équipements pédagogiques nécessaires et l'acquisition d'un nouveau matériel pédagogique au profit des écoles primaires souffrant de déficit en la matiè-

re, a fait savoir la même source.

La mise en service des 6 établissements scolaires, les 9 autres structures d'accompagnement (cantines scolaires et salles de sport) et les 21 classes d'extension à la prochaine rentrée scolaire permettra de régler le problème de la surcharge des classes enregistrées dans certains établissements éducatifs et garantira également le lancement de la nouvelle année scolaire dans de bonnes conditions.

Katia T.

Naâma

# Des équipes mobiles pour vacciner les populations des zones enclavées

■ Dans le cadre de la semaine nationale de vaccination contre le Covid-19, des équipes mobiles sillonnent les zones enclavées de la wilaya de Naâma pour vacciner les populations nomades, ce qui a suscité la satisfaction des citoyens, dont nombreux ont salué les efforts consentis par les autorités pour intensifier l'opération et atteindre l'immunité collective.

Par Reda F.

**M**oulay Mohamed, éleveur de bestiaux dans la région de Ghendjaïa (est de la commune d'Asla), s'est rendu, en compagnie de son épouse, au point de vaccination mobile mis en place par l'établissement public de santé de proximité de la localité au profit des habitants des agglomérations steppiques.

Il a salué le travail de l'équipe médicale mobilisée pour garantir la vaccination des habitants de cette zone rurale contre le nouveau coronavirus.

Pour sa part, Fethi, médecin vétérinaire dans la commune d'Asla, a souligné l'importance de la semaine nationale de vaccination pour permettre à un grand nombre de professionnels de l'élevage animal de recevoir leur dose de vaccin.

«C'est une grande occasion de protéger la santé des citoyens, désormais suffisamment conscients de la nécessité

de la vaccination pour lutter contre la pandémie et revenir à une vie normale», a-t-il estimé.

De son côté, une citoyenne de la commune s'est félicitée d'avoir reçu, à la suite d'un examen médical, la première dose du vaccin dans d'excellentes conditions, assurant que toutes les mesures de prévention sont respectées.

Les membres du staff médical de vaccination, installés au niveau de la mosquée Abi-Bakr-Seddik, au vieux Kasr de la commune d'Asla, ont indiqué, quant à eux, que «toutes les conditions nécessaires ont été assurées pour garantir le bon déroulement de l'opération et une grande affluence des citoyens».

L'opération de vaccination contre le virus corona est menée avec la participation de la commission communale du Croissant-Rouge algérien, des Scouts musulmans algériens, de l'association des Amis du malade et des personnes aux besoins spécifiques, entre autres acteurs

encadrant et participant à la sensibilisation des citoyens sur la nécessité de la vaccination.

De jeunes agriculteurs du périmètre d'investissement de la région de «Meddour» de cette collectivité locale ont, à cette occasion, appelé les citoyens à se faire vacciner afin d'atteindre l'immunité collective et reprendre leurs activités normalement dans des conditions sanitaires adéquates.

Plusieurs éleveurs de bestiaux du village de Koudia Abdelhak ont, quant à eux, rappelé les conséquences de la pandémie sur leurs activités pastorales, avec la fermeture des marchés à bestiaux, le confinement à domicile, ainsi que la réduction de la mobilité de leurs troupeaux.

Le président de l'Association de développement des oasis et de la promotion touristique d'Asla, Hachifa Bentaleb, a, lui, souhaité «l'adhésion de tous les citoyens pour la réussite de l'opération de vaccination, notamment



dans les agglomérations éparses et les zones occupées par les nomades».

La représentante de l'Association de promotion de la femme rurale d'Asla, Hasnia Bounoua, a souligné, elle aussi, «la nécessité d'une coordination avec les différents acteurs associatifs et la participation de spé-

cialistes dans la sensibilisation des citoyens sur l'importance d'une telle initiative».

La Direction de la santé de la wilaya de Naâma a mis en place quatre caravanes médicales mobiles dotées de 5 000 doses de vaccin destinées aux populations des régions enclavées et les zones d'ombre, a assuré Dhouibi Mohsen, responsable de la médecine préventive à la Direction de la santé et de la population de la wilaya de Naâma.

R. F.

Santé publique

## Programme de formation au profit des cadres et des professionnels

**U**n programme de formation et de renforcement des capacités au profit des cadres et des professionnels de la santé publique afin de les appuyer dans leurs pratiques et les aider à relever les défis imposés par la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, a été déployé au cours des trois derniers mois dans le cadre du projet «Réponse solidaire européenne au Covid-19 en Algérie», a indiqué, dimanche, un communiqué du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) Algérie.

Financé par l'Union européenne (UE) et mis en œuvre par le ministère de la Santé en parte-

ncipal avec le Pnud Algérie, le projet a compris «des formations qui se sont déroulées en 35 sessions présentielles et via visioconférence, dans la majorité des wilayas du pays, au profit de près de 2 500 participants, parmi lesquels des cadres centraux du ministère de la Santé et des structures rattachées, et les personnels soignants», précise le communiqué.

Ces formations ont concerné «les différents aspects de la riposte à la pandémie de Covid-19, à travers une douzaine de thématiques essentielles».

Les thématiques ont porté sur «la gestion des voies aériennes chez le patient, le rôle du méde-

cin généraliste dans le dépistage, le diagnostic et la prise en charge du patient, la prise en charge de la femme enceinte dans le contexte de Covid-19, l'oxygénothérapie à débit standard et à haut débit, la ventilation non invasive-CPAP et la ventilation invasive, les techniques de prélèvements et d'interprétation des tests de dépistage, la gestion des achats en temps de crise, et la communication de crise dans un contexte de pandémie», ajoute la même source.

Le projet «Réponse solidaire européenne au Covid-19 en Algérie», est «une coopération triangulaire intégrée, dotée d'un montant de 43 millions d'euros

financé par l'Union européenne, destinée à soutenir l'effort des pouvoirs publics pour endiguer la propagation de la pandémie de Covid-19 dans le pays et en atténuer les effets», a-t-on rappelé. Ce projet comporte trois volets, à savoir «l'achat d'équipements de dépistage et de prise en charge des patients atteints de Covid-19, l'achat d'équipement de protection du personnel médical, le renforcement des capacités des personnels soignants et cadres du secteur, et la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation de la population aux risques liés à la pandémie, en partenariat avec la société civile».

G. L.

### Campagne nationale de vaccination 100 structures policières et des fonctionnaires mobilisés

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a annoncé, dimanche dans un communiqué, avoir mobilisé 100 structures de ses services et 453 fonctionnaires du corps médical à l'effet de contribuer à la campagne de vaccination anti-Covid-19.

«A l'effet d'accompagner les pouvoirs publics dans la campagne de vaccination contre le Covid-19, la DGSN a mobilisé 100 structures policières y compris tous les équipements médicaux nécessaires à recevoir le vaccin au niveau des sièges de la Sûreté, des centres médicaux sociaux et des hôpitaux relevant de la DGSN», lit-on dans le communiqué. Pour la réussite de cette campagne de vaccination, la DGSN a également mobilisé 435 fonctionnaires du staff médical et paramédical de la Sûreté nationale, dont 242 médecins au niveau des sièges et des structures de police, ajoute la même source.

H. G.

Semaine de vaccination à Illizi

## Près de 1 600 étudiants et personnels ciblés au centre universitaire

**P**rès de 1 600 étudiants et personnels du centre universitaire Cheikh-Amoud-Beimokhtar d'Illizi devront bénéficier de la vaccination anti-Covid-19 en prévision de la prochaine rentrée universitaire 2021/2022, a-t-on appris, dimanche, des responsables de cette institution universitaire.

Inscrite au titre de la campagne nationale de vaccination

anti-Covid-19, lancée samedi (4-11 septembre), cette opération s'est vu réserver un bloc médical au niveau du centre pour permettre la vaccination de l'ensemble de l'effectif étudiant et du personnel du centre dans de bonnes conditions et selon un calendrier, en prévision de la rentrée universitaire prévue le 3 octobre prochain, a précisé le recteur du centre, le P<sup>r</sup> Moussa

Boubaker. Lancé en coordination avec la Direction de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (DSPRH) d'Illizi, ce programme sera appuyé d'une vaste campagne de sensibilisation en milieu universitaire pour inciter les catégories ciblées à se faire vacciner et contribuer, par conséquent, à la consolidation de l'immunité collective, a-t-il expliqué.

La direction du centre universitaire a mis au point, en prévision de la nouvelle rentrée universitaire, un plan préventif consistant en l'organisation des campagnes de désinfection des structures pédagogiques et d'hébergement, en sus de la mise en œuvre du protocole sanitaire préconisé par les pouvoirs publics.

H. N.



Israël

# Évasion de six Palestiniens d'une prison de haute sécurité

■ Dans un scénario rappelant le film hollywoodien «Shawshank redemption», six Palestiniens, dont un ex-leader d'un groupe armé, se sont évadés, hier, d'une prison en Israël, via un tunnel creusé sous un évier, déclenchant une vaste chasse à l'homme.

Par Mourad M.

**A**vant l'aube, les services carcéraux israéliens ont indiqué qu'une première alarme avait été déclenchée vers 03h00 (minuit GMT) lorsque des résidents ont affirmé avoir vu des «personnes suspectes» aux alentours de la prison de Gilboa (nord), où sont incarcérés des centaines de Palestiniens.

Des images des services carcéraux montrent un tunnel creusé sous une large céramique de salle de bain, au pied d'un évier, par lequel les détenus se sont évadés de cette prison de haute sécurité.

Les services pénitenciers ont indiqué être en train de relocaliser les quelque 400 prisonniers de Gilboa détenus pour des «crimes liés à la sécurité», afin d'éviter qu'ils s'évadent par d'autres tunnels qui auraient pu être creusés sous terre.

Cette rare évasion n'est pas sans rappeler le film américain

réalisé par Frank Darabont, «Shawshank redemption» (Les Évadés, 1994), dans lequel deux hommes, interprétés par Tim Robbins et Morgan Freeman, s'évadent de prison via un tunnel qu'ils ont mis des années à creuser.

Elle intervient au moment où Israël entame cette semaine la saison des fêtes juives, à commencer par le nouvel an Rosh Hashana.

La police israélienne a lancé une vaste chasse à l'homme. L'armée a, elle, mis à la disposition de la police des moyens d'observation aériens et dit avoir préparé ses troupes à intervenir au besoin en Cisjordanie, territoire palestinien occupé depuis 1967.

Elle s'est notamment déployée aux alentours de la ville de Jénine, dans le nord de la Cisjordanie, a constaté un journaliste de l'AFP.

Des chiens renifleurs sont aussi à l'œuvre et des points de contrôle ont été mis en place

dans les environs de Gilboa.

L'un des fugitifs, Zakaria al-Zoubeidi, était chef des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, la branche armée du parti Fatah du président palestinien Mahmoud Abbas, dans cette grande ville connue pour être un point chaud de la Cisjordanie.

Selon des médias israéliens, les évadés pourraient déjà avoir regagné la Cisjordanie, où dans certains secteurs la sécurité est contrôlée par des unités palestiniennes.

Le Premier ministre israélien, Naftali Bennett, a qualifié de «très grave incident» cette évasion et indiqué suivre en temps réel la traque des fugitifs.

Ceux-ci ont été écroués pour avoir préparé ou mené des attaques contre des Israéliens, à l'instar de Mahmoud Abdullah Ardah, condamné à perpétuité en 1996.

Zakaria al-Zoubeidi, lui, s'était engagé en 2007 à déposer les armes en échange d'un accord avec Israël visant à le retirer de sa liste des Palestiniens recherchés. Mais les autorités israéliennes ont ensuite renoncé à cet accord, le service de sécurité intérieure israélien Shin Beth affirmant qu'il avait été impliqué dans «différentes attaques». Et l'homme avait été arrêté et écroué en 2019.

Le mouvement islamiste Hamas, au pouvoir dans la



PH. &gt; D. R.

bande de Ghaza palestinienne, et le Jihad islamique, un des principaux mouvements armés palestiniens, ont salué cette évasion.

«C'est un acte héroïque et courageux, une victoire pour la volonté et la détermination de nos prisonniers héroïques, un réel revers pour le système de sécurité sioniste, que l'occupation présente comme le meilleur au monde», a déclaré Fawzi Barhoum, porte-parole du Hamas, cité dans un communiqué.

La prison à haute sécurité de Gilboa est entrée en opération en 2004, en pleine vague d'attaques liées à la seconde Intifada, soulèvement palestinien

de 2000-2005.

L'évasion d'hier intervient après des heurts meurtriers ces derniers mois dans différents lieux de la Cisjordanie occupée, notamment dans le village de Beita et dans le camp de Jénine, haut lieu de la contestation palestinienne et théâtre récent d'affrontements mortels entre l'armée et des factions locales.

En outre, de rares manifestations ont eu lieu ces dernières semaines pour remettre en cause le leadership du président Mahmoud Abbas, et des affrontements se poursuivent le long de la barrière séparant Israël de la bande de Ghaza, d'où opère aussi le Jihad islamique.

M. M.



## Commentaire

Civilisés

Par Fouzia Mahmoudi

**D**ix ans avant la prise totale du pouvoir des talibans en Afghanistan en 1996, l'URSS avait été leur premier grand adversaire. Mais à l'époque, en 1986, les Américains, ennemis de l'empire soviétique, avaient décidé de s'allier aux islamistes pour contrer l'influence de Moscou sur la région. Les États-Unis avaient alors armé et entraîné des milliers d'hommes qui, s'ils ont réussi à vaincre les Soviétiques, ont aussi réussi à exporter leur lecture fondamentaliste de l'islam aux quatre coins de la planète. Aujourd'hui, après avoir réussi à vaincre les Américains, les talibans reprennent une fois encore le contrôle du pays après vingt années de guerre. Le président russe Vladimir Poutine a dit espérer que les talibans se comportent de manière «civilisée» en Afghanistan, afin que les autres pays puissent avoir des relations diplomatiques normales avec Kaboul. Prenant acte de la situation, il a estimé que «plus vite les talibans entreront dans la famille des peuples civilisés, plus il sera facile de maintenir des contacts, de communiquer avec eux afin de les influencer d'une manière ou d'une autre, de (leur) poser des questions». Le président russe a prôné à ce titre des «relations civilisées» et le «respect de règles civilisées». Le précédent régime taliban, jusqu'à sa chute en 2001 après l'intervention américaine à la suite des attentats du 11 septembre, s'est rendu coupable de terribles exactions et d'une politique de répression des femmes qu'il justifiait par la loi islamique. «La Russie n'a aucun intérêt à une désintégration de l'Afghanistan, si cela arrivait il n'y aurait plus personne à qui parler», a en outre noté le président russe. S'exprimant lors du Forum économique de l'Est à Vladivostok, en Extrême-Orient russe, Vladimir Poutine a blâmé les États-Unis pour la «catastrophe» en cours en Afghanistan. «Ils ont dépensé 1 500 milliards de dollars et quel est le résultat ? Il n'y en a pas», a-t-il lancé. Les autorités russes ont adopté ces dernières semaines une attitude assez conciliante à l'égard des talibans, constatant leur victoire, tout en les appelant à un «dialogue national» pour former un gouvernement représentatif. Moscou considère en revanche toujours le groupe comme «terroriste», même si la Russie dialogue depuis des années avec lui. Les autorités russes sont avant tout inquiètes pour la sécurité des ex-Républiques soviétiques d'Asie centrale, limitrophes de l'Afghanistan, et d'y voir émerger de nouveaux groupes djihadistes inspirés des talibans ou soutenu par eux. Le Kremlin veut également éviter un afflux régional de réfugiés ainsi qu'un nouvel essor du trafic d'opium et d'héroïne. Reste à voir quel type de relation s'instaurera entre Kaboul et Moscou dans le futur, ces deux anciens ennemis, si différents, ayant toutefois désormais comme adversaire commun, Washington.

F. M.

Les talibans disent contrôler tout l'Afghanistan

## Massoud appelle à un «soulèvement national»

**L**es talibans ont dit hier avoir le contrôle de tout l'Afghanistan, affirmant avoir fait tomber la vallée du Panjir où le chef de la résistance locale, Ahmad Massoud, a appelé à un «soulèvement national» contre eux.

La vallée du Panjir, enclavée et difficile d'accès, à 80 km au nord de Kaboul, était le dernier foyer d'opposition armée aux talibans qui ont pris le pouvoir le 15 août grâce à une campagne militaire éclair, deux semaines avant le départ des dernières troupes étrangères. «Avec cette victoire, notre pays est désormais complètement sorti du marasme de la guerre», a déclaré dans un communiqué le principal porte-parole taliban, Zabihullah Mujahid. Bastion anti-taliban de longue date, le Panjir, que le légendaire commandant Ahmed Shah Massoud a contribué à rendre célèbre à la fin des années 1980 avant d'être assassiné par Al-Qaïda en 2001, abrite le Front national de résistance (FNR). Le chef du FNR, Ahmad Massoud, fils du commandant Massoud, a répondu aux talibans en appelant chaque Afghan à lancer «un soulèvement national pour la dignité, la liberté et la prospérité

du pays». Le FNR a affirmé retenu des «positions stratégiques dans la vallée et continuer la lutte».

En conférence de presse, M. Mujahid a lancé un avertissement à tous ceux qui voudraient continuer à résister. «L'Emirat islamique est très susceptible au sujet des insurrections. Quiconque tente de créer une insurrection sera durement réprimé», a-t-il prévenu.

Le porte-parole a aussi appelé les ex-forces armées gouvernementales, qui ont combattu les talibans pendant 20 ans, à intégrer à leurs côtés les nouveaux services de sécurité.

Des images diffusées sur les réseaux sociaux montrent des talibans dans les bureaux du gouverneur du Panjir et des drapeaux talibans flottant ici et là, sous les crapeaux des combattants islamistes.

Le Panjir n'était tombé ni sous l'occupation soviétique dans les années 1980, ni durant l'ascension des talibans vers le pouvoir pour la première fois une décennie plus tard.

Des discussions avaient initialement eu lieu entre les talibans et le FNR, qui souhaite un gouvernement décentralisé. Les

deux camps disaient vouloir éviter les combats mais aucun compromis n'avait pu être trouvé.

Le FNR avait proposé dans la nuit un cessez-le-feu, après avoir semble-t-il subi de lourdes pertes durant le week-end. Il a reconnu la mort de son porte-parole Fahim Dashty.

L'Iran a condamné «fermement» hier l'assaut contre le Panjir. La République islamique chiite, qui partage plus de 900 km de frontière avec l'Afghanistan, s'était jusqu'alors abstenue de critiquer les talibans sunnites depuis leur prise de pouvoir à Kaboul.

Sur le plan politique, la composition du nouvel exécutif taliban, initialement escomptée en fin de semaine passée, se fait toujours attendre.

M. Mujahid a précisé hier que la formation d'un gouvernement «intérimaire» serait annoncée dans «les prochains jours», une fois de dernières «questions techniques» résolues.

Des analystes estiment que les islamistes ont eux-mêmes été pris de court par la rapidité de leur accession au pouvoir et n'ont pas eu le temps de préparer la suite.





MJS

## Reprise des compétitions à partir du 6 septembre

Le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a décidé la réouverture des infrastructures sportives et la reprise des compétitions, toutes disciplines confondues, à partir du lundi 6 septembre (hier), a indiqué un communiqué des services de la tutelle, et ce, afin de permettre aux différentes sélections nationales de se préparer dans les meilleures conditions au démarrage des différents championnats nationaux.

«Suite à l'accord des services du Premier ministre, il a été décidé la réouverture des infrastructures sportives et la reprise

des activités et compétitions sportives dans toutes les disciplines à partir du lundi 6 septembre», précise-t-on.

Le communiqué de la tutelle souligne, en outre, que «la réouverture des infrastructures sportives et la reprise des compétitions à partir du 6 septembre est subordonnée à la présentation du pass sanitaire qui confirme la vaccination de tous les gestionnaires de ces infrastructures et le respect total du protocole sanitaire tel que préconisé par les autorités publiques pour faire face à la propagation de la pandémie de coronavirus».

JS Saoura

## Lancement prochain des travaux du centre de formation académique

Les travaux de réalisation du centre de formation académique de la jeunesse sportive de la Saoura (JS. Saoura), sociétaire de la ligue 1 du championnat de football, seront lancés dès le 15 septembre en cours, a indiqué ce club phare du sud du pays sur sa page officielle Facebook. Ce projet, dédié à la prise en charge de la formation académique des jeunes talents en football de la région et des autres wilayas du pays, sera finalement réalisé sur une superficie de six hectares au lieu de quatre prévus initialement, a-t-on précisé.

«C'est au cours d'une récente réunion de travail entre les membres de la direction du club, des responsables du bureau d'études chargé de ce projet et ceux des parties concernées par

la concrétisation de cet important projet sportive, qu'il a été décidé cette extension de la surface globale de cette structure», a-t-on souligné.

Deux stades et plusieurs autres services et installations sportives modernes sont prévus au titre de ce projet sportif, premier du genre dans le sud-ouest du pays, selon des membres de la direction du même club. Les futurs adhérents de cette structure de formation spécialisée bénéficieront de meilleures conditions d'entraînement ainsi que d'une infrastructure et d'une logistique à la mesure de l'ambition du club de faire de ce centre de formation académique «une véritable école» pouvant permettre à la JS Saoura en joueurs de qualité et de niveau, a-t-on fait savoir.

Mondial 2022

## Brésil-Argentine interrompu pour violation des protocoles

Le match de qualifications pour le Mondial-2022 de football entre le Brésil et l'Argentine a été interrompu dimanche à Sao Paulo, après l'intervention de l'agence sanitaire brésilienne Anvisa, pour violation des protocoles anti-Covid de la part de quatre joueurs argentins évoluant en Angleterre. Les Argentins sont rentrés aux vestiaires après cette interruption à la cinquième minute de jeu de ce choc des qualifications sud-américaines, consécutive à l'entrée sur le terrain d'un agent de l'Anvisa, dans la confusion générale. Quelques heures avant le coup d'envoi, l'Anvisa avait annoncé dans un communiqué avoir recommandé aux autorités locales de l'Etat de Sao Paulo que les quatre footballeurs soient «placés immédiatement en quarantaine» pour avoir fourni de «fausses informations» dans le formulaire d'entrée au Brésil.

Selon l'agence sanitaire, Giovanni Lo Celso (Tottenham), Emiliano Martinez (Aston Villa), Emiliano Buendia (Aston Villa) et

Cristian Romero (Tottenham), auraient omis de signaler qu'ils avaient séjourné au Royaume-Uni lors des quatorze derniers jours précédant leur arrivée. Une ordonnance ministérielle datant du 23 juin interdit l'entrée sur le territoire brésilien à toute personne étrangère venue du Royaume-Uni, d'Inde ou d'Afrique du Sud, pour éviter la propagation de variants du Covid-19.

Le communiqué de l'Anvisa faisait état d'un «risque sanitaire grave», interdisant aux joueurs de «prendre part à toute activité et de demeurer sur le territoire brésilien». Malgré cette décision, Lo Celso, Martinez et Romero avaient été alignés dans le 11 titulaire de l'Albiceleste et avaient débuté le match. Contrairement aux neuf Brésiliens de Premier League convoqués par le sélectionneur Tite, les quatre Argentins ont fait le voyage malgré le veto des clubs anglais, qui ont interdit à leurs joueurs sud-américains de participer à ces matches internationaux pour éviter une quarantaine à leur retour.

Eliminatoires du Mondial 2022/Burkina Faso-Algérie ce soir

# Les Verts pour la passe de deux

■ L'équipe nationale de football tentera la passe de deux dans cette deuxième journée de la campagne des éliminatoires du Mondial 2022 en affrontant, ce soir à Marrakech (Maroc), le Burkina Faso.



Les Verts veulent leur deuxième victoire consécutive

Par Mahfoud M.

Les Verts qui ont remporté leur premier match jeudi dernier au stade Tchaker de Blida sur le score net et sans bavure de (8/0) face à la modeste équipe du Djibouti, tenteront d'ajouter un second succès face aux Etalons du Burkina, même s'ils savent que ce ne sera pas facile, d'autant plus qu'ils affrontent un adversaire redoutable. Il faut rappeler que les Burkinabè ont pris le meilleur sur le Niger (2/0) à Niamey, soit à l'extérieur de leurs bases, ce qui dénote de leurs capacités à s'adapter à toutes les situations. Les Algériens partent favoris lors de

ce match qui se joue sur terrain neutre, en raison de la non-homologation du Stade du 4-Août de Ouagadougou. Le stade de Marrakech avait été choisi conjointement par la CAF et la Fédération du Burkina Faso. La sélection algérienne, championne d'Afrique en titre, se présentera lors de cette rencontre avec un ascendant psychologique après le large succès enregistré face à Djibouti, mais cela ne veut pas dire qu'elle pourra l'emporter facilement face aux Burkinabè, sachant que les matchs ne se ressemblent pas. Cette rencontre sera le choc du groupe, et chaque équipe tentera de prendre le dessus, surtout qu'il n'y aura

qu'une seule qui pourra se qualifier au dernier tour qualificatif, ou match barrage. Le match se jouera avec le souvenir des éliminatoires de 2013, qualificatives au Mondial du Brésil. Les Verts s'étaient inclinés à l'aller à Ouagadougou sur le score de (3/1), mais ont pu l'emporter au retour sur le score de (1/0), avec un but rageur de Bougherra suite à un coup-franc botté par Mahrez. Les données ne sont sans doute pas les mêmes cette fois-ci, puisqu'il ne s'agit pas d'un match décisif, mais les poulaains de Belmadi ne souhaitent pas se voir stopper dans leur élan et feront tout ce qui est en leur pouvoir pour l'emporter et ajouter trois autres points. M. M.

LFP

## Sebgag demande à la FAF d'accélérer l'organisation des élections

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderezak Sebgag, a affirmé, dimanche à Alger, qu'il avait demandé au président de la Fédération algérienne de football (FAF) d'accélérer la régularisation de la situation juridique de la Ligue de football professionnelle (LFP) et l'organisation de l'Assemblée générale électorale (AGE) pour l'élection du président et de son bureau fédéral, et ce, conformément aux réglementations en vigueur. «J'ai eu, jeudi dernier, des échanges avec le président de la FAF, Charaf-Eddine Amara, en marge du match Algérie-Djibouti (8-0), dans le cadre des éliminatoires de la Coupe du monde 2022, auquel j'ai demandé d'accélérer l'organisation des élections de la ligue professionnelle en vue de renouveler le bureau fédéral et d'élire son président pour le nouveau mandat olympique, ainsi que

pour d'autres ligues, afin que nous puissions retourner à la légitimité», a précisé le ministre. La FAF avait chargé les présidents sortants, Abdelkrim Medouar (Ligue professionnelle), Ali Malek (président de la Ligue nationale du football amateur) et Youcef Benmedjber (président de la Ligue inter-régions de football), de poursuivre la gestion de leurs ligues respectives jusqu'à la fin de la saison. La LFP, la Ligue nationale de football amateur (LNFA) et la Ligue inter-régions (LIRF) tiendront leurs Assemblées générales électorales (AGE) avant le début de la saison 2021-2022, a annoncé la FAF le 5 août dernier. De son côté, le président par dérogation de la LFP, Abdelkrim Medouar, avait appelé mardi à l'organisation d'une Assemblée générale extraordinaire (AGE) consacrée à la mise en conformité des statuts avant de passer à une AGE. «Je suis

mandaté par l'ancien et l'actuel bureau fédéral pour gérer les affaires de la Ligue de football professionnel à l'instar de toutes les ligues de football. La saison 2020-2021 est clôturée et c'est le moment opportun pour organiser une Assemblée générale extraordinaire (AGE) pour la mise en conformité des statuts avant de passer à l'organisation d'une Assemblée électorale», a déclaré Medouar lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation du bilan de la LFP pour la saison 2020-2021. Le coup d'envoi de la nouvelle saison de Ligue 1 sera donné le 23 octobre prochain, sous une formule d'une seule poule de 18 clubs en aller et retour (34 journées), alors que celui de la Ligue 2 amateur se fera durant le week-end des 8 et 9 octobre. Quant au championnat inter-régions, la compétition débutera les 15 et 16 octobre.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Coup d'état militaire en Guinée

## L'Algérie rejette tout changement anticonstitutionnel

L'Algérie a déclaré hier suivre avec une «profonde préoccupation la situation prévalant en République de Guinée», réaffirmant son «attachement aux principes cardinaux de l'Union africaine, notamment le rejet de tout changement anticonstitutionnel», indique le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger dans un communiqué.

«L'Algérie suit avec une profonde préoccupation la situation prévalant actuellement en République de Guinée. Elle réaffirme son attachement aux principes cardinaux de l'Union Africaine, notamment le rejet de tout changement anticonstitutionnel de gouvernement tel qu'énoncé par la décision d'Alger de 1999 et réaffirmé par la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance», souligne le MAE.

Et «considère que les causes qui ont provoqué ce changement anticonstitutionnel doivent

trouver des solutions consensuelles issues d'un dialogue responsable ayant pour objectif d'assurer le respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de l'unité nationale de la Guinée, ainsi que tous les acquis du peuple guinéen frère».

Avant d'ajouter : «L'Algérie coordonnera avec les autres pays membres du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine dans le contexte de la mise en œuvre de l'acte constitutif de l'organisation continentale et de ses positions pertinentes en la matière».

«L'Algérie forme le vœu que la République de Guinée surmontera rapidement cette épreuve et réitère l'assurance de sa solidarité fraternelle avec le peuple guinéen avec lequel elle entretient des relations historiques marquées du sceau de l'amitié et de la coopération», indique le ministère.

F. K.

## La rentrée 2021-2022



Loumis

Djalou@hotmail.com

Publicité

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
وزارة الصحة

من 04 إلى 11  
سبتمبر

الأسبوع الوطني  
للتلقيح ضد كوفيد 19

بالتلقيح تستمر الحياة  
٠٢٥٠٨ ٨ +٢٨٠٥+



**BIG DAY** 11  
SEPTEMBRE

بث مباشر عبر كل القنوات ومنصات الويب

سونغاز  
الراعي الرسمي  
مؤسسة مواطنة  
sonelgaz



<http://www.sante.gov.dz> | [sante\\_gouv\\_dz](https://www.facebook.com/sante_gouv_dz) | [SanteDza](https://www.instagram.com/SanteDza)

ANEP GRATUIT 0063

Le Jour d'Algérie - N° 5467 - Mardi 7 septembre 2021

Décès de Hadj Smaïne, hier à Los Angeles

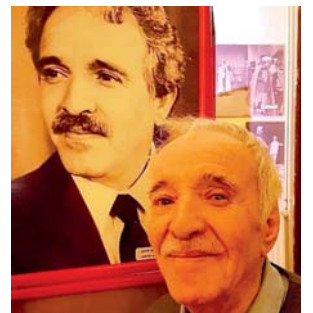
## Un grand homme de culture s'en va

■ L'acteur et metteur en scène, Hadj Smaïne Mohamed Seghir, est décédé hier à Los Angeles, à l'âge de 89 ans. Le défunt était l'un des grands noms ayant marqué le paysage culturel algérien à travers de nombreuses émissions télévisées et théâtrales.

Par Massi Salami

Hadj Smaïne, durant sa longue et riche carrière d'artiste, a joué dans de nombreux films et pièces de théâtre, comme il a occupé le poste de directeur du théâtre de Constantine. L'enfant de Constantine a fait ses premiers apprentissages dans sa ville natale. Avec ses amis et au sein des scouts, il a commencé à jouer ses premiers rôles de comédien en herbe, au talent incontesté. Il était d'ailleurs l'un des habitués du ciné-club de la ville de Constantine, ex-université populaire. Cet espace, qui était à la fois le conservatoire de la ville avec des locaux attribués à des associations de musiciens, de théâtre amateur et aux scouts, était d'un grand apport pour la formation de Hadj Smaïne. Quelque temps après, il rejoint la troupe de théâtre Les mille et une nuits où il évolue pendant des années. Il était entouré de grands

noms du théâtre algérien tels que le comédien Hassan Belhadj et Abdelkrim Menai. Après plusieurs années au théâtre, le défunt quitte la troupe Les mille et une nuits et prend l'initiative de créer un théâtre sans «sketch», un genre semblable à celui qui se pratiquait en Europe et dans le monde arabe, en Egypte particulièrement. Hadj Smaïne a cependant laissé son empreinte dans différentes troupes théâtrales algériennes. Outre Les mille et une nuits, il était également membre des troupes Les compagnons du Vieux Rocher, L'équipe théâtrale algérienne d'avant l'indépendance (1957 à 1958), La troupe de la Maison de jeunes de Hussein Dey (avant 1962), Les capucines d'Alger (avant 1962) ainsi que le Théâtre national d'Algérie à l'indépendan-



ce. Acteur, comédien et metteur en scène accompli, Hadj Smaïne a, à son actif, une importante filmographie, renseignant sur la place de choix qu'il occupait sur la scène cinématographique algérienne et les réalisateurs de renom qu'il a côtoyés. Il est à citer, entre autres, «La bataille d'Alger» de Gillo Pontecorvo, «Le vent des Aurès» et «Chronique des années de braise» de Mohammed Lakhdar Hamina, «Patrouille à l'est» de Amar Laskri, «El Harik» et «El Intihar» de Mustapha Badie, «Les aventures d'un héros» de Merzak Allouache. M. S.